



inform **CONTACT**

NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS

Octobre – Décembre 2014

№ 88

Avril – Juin 2015

Une réunion du Comité Exécutif de la CGS

La Confédération générale des syndicats a tenu son Comité Exécutif le 14 avril 2015 à Moscou.

Les membres du CE, parmi d'autres questions, ont discuté du projet des Principes régissant l'élaboration de la législation du travail (le Code du travail – cadre) pour les pays de la Communauté économique eurasiennne (CEEAA), dont le but est de réglementer les relations de travail dans le cadre de cette Union. De l'avis de la CGS, la législation du travail doit contribuer au développement durable des Etats membres de l'Union, à l'amélioration du niveau de vie de la population et à la création des conditions uniformisées sur tout le territoire de la CEEAA. Ces Principes peuvent servir pour l'adoption des normes interétatiques. Le CE a adopté ce projet et a pris la décision de le faire adresser à la Commission économique de l'Union.

Les membres de la réunion du CE ont aussi discuté de la ratification des conventions de l'OIT dans les pays de la région. Ayant, en principe, positivement apprécié l'activité des organisations membres dans ce domaine, le CE a quand même signalé qu'on était encore loin du but recherché. Le Comité Exécutif a regretté qu'aucun pays de la région n'ait encore ratifié la convention № 102 sur les normes d'assistance sociale. Pourtant, grâce aux efforts des syndicats, il y a déjà des prémisses pour que toutes les conventions de l'OIT prévues soient ratifiées dans le plus proche avenir .

En même temps, le CE a prêté attention aux cas de violation dans certains pays de la région des conventions déjà ratifiées, ce qui avait été signalé par les experts de l'OIT dans leur dernier Rapport sur l'application des conventions et des recommandations dans le monde, et a appelé les centrales syndicales nationales à faire tout le nécessaire

pour changer cette situation. Le CE a appelé les organisations membres de la CGS dans la région à ne pas relâcher la surveillance permanente sur l'application et la ratification des conventions et à élargir leur coopération dans ce domaine avec le BIT et avec les Bureaux de l'OIT à Moscou et à Budapest.

La réunion du CE de la CGS a discuté de l'utilisation de l'internet dans les relations entre le siège de la CGS et ses organisations membres, et a recommandé aux centrales nationales et aux unions des syndicats de branche d'élargir leur présence dans les réseaux sociaux.

Le Comité Exécutif a adopté une déclaration sur la Journée mondiale de la sécurité du travail qui est marquée le 28 avril.

La CGS tient son Conseil à Moscou

Une réunion du Conseil de la CGS a eu lieu le 15 avril au Palais du travail – siège des syndicats à Moscou.

Le Conseil a dressé le bilan de l'activité des syndicats durant la dernière année, a appelé les organisations membres à mobiliser leurs efforts pour réaliser le slogan du VII congrès de la CGS: "Au travail décent et à la justice sociale – des garanties solides!". Les syndicats doivent faire tout le nécessaire pour ne pas permettre que les garanties sociales reculent, que les problèmes

de la crise soient résolus aux frais des travailleurs. Il faut lutter pour sauvegarder les emplois de qualité, les équipes de travail, une rémunération décente et une fiscalité équitable. Le Conseil a souligné la nécessité de préserver l'unité de la CGS, de renforcer la solidarité syndicale internationale et la solidarité entre les travailleurs.

Les dirigeants des centrales nationales d'Azerbaïdjan, d'Arménie, de Belarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de Moldova, de Russie et du Tadjikistan, ainsi que de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie ont informé les membres du Conseil de la situation socio-économique dans leurs pays et dans la branche.

En résumé de la discussion, les membres du Conseil ont souligné la nécessité d'insister sur le renforcement de l'économie réelle, sur la stimulation de l'emploi et la croissance de la demande intérieure. Les mesures pour résorber le déficit du travail décent doivent devenir prioritaires.

Les syndicats vont poursuivre leur lutte pour l'augmentation des salaires réels et du SMIG, en le portant au minimum vital, soutenir les mesures visant à limiter les traitements démesurés, y compris bonus et primes, versés aux dirigeants de banques et de compagnies, aux hauts fonctionnaires et aux chefs de grandes entreprises publiques. Les syndicats se prononcent aussi pour une

politique adéquate des tarifs et des prix.

Le Conseil a adopté un Message de la CGS et du Conseil de coordination des organisations des vétérans (retraités) des Etats indépendants à l'occasion du 70ème anniversaire de la Victoire dans la Grande guerre Nationale de 1941-1945. La préparation et la fête consacrés à cette date doivent servir au renforcement de l'amitié et de la confiance entre les peuples qui avaient vécu dans le même pays, l'ont défendu et l'ont relevé des cendres.

Le Conseil a adopté un message à l'occasion du Premier Mai.

Le message de la CGS à l'occasion du Premier Mai

“L'actuelle fête du Premier Mai, tout comme les années précédentes, se passera au moment où se détériorent les conditions de vie et de travail de la grande majorité des habitants de notre planète. La hausse de la pauvreté et de la vulnérabilité sociale de la grande masse des travailleurs est l'une des graves conséquences de la crise économique globale. Le chômage massif est devenu un vrai fléau pour la population du monde. Mais même l'emploi ne garantit pas une existence prospère. La lutte des travailleurs contre ces malheurs se heurte souvent à l'opposition des pouvoirs et du patronat qui continuent de léser les droits de travail et les libertés syndicales.

Le ralentissement du développement économique, la hausse du chômage, surtout parmi les jeunes, la diminution de la rémunération réelle et la paupérisation des travailleurs, l'augmentation des impôts et des charges avec, comme conséquence, la détérioration du niveau de vie de la population sont désormais des problèmes communs pour tous les pays où travaillent les organisations membres de la CGS. Les difficultés socio-économiques sont aggravées par la tension géopolitique, liée au conflit dans l'Est de l'Ukraine, où périssent non seulement les militaires, mais aussi la population civile, y compris les personnes âgées, les femmes et les enfants.

Dans ces conditions, pour prévenir l'accroissement dangereux de la tension sociale et du mécontentement de la population, on a besoin d'une mobilisation plus intense des efforts des syndicats de la région visant à défendre mieux les intérêts des travailleurs et de leurs familles, à renforcer le dialogue social en tant qu'un des moyens d'atteindre des buts fixés.

Parmi ces buts – le travail décent pour tous, l'éradication de la pauvreté, l'augmentation de la rémunération qui doit dépasser la hausse des prix, la résolution des problèmes de l'emploi par la création de nouvelles places de travail, la distribution équitable des revenus, la protection des droits de l'homme et des libertés syndicales, l'égalité

entre homme et femme, la défense des intérêts socio-économiques des travailleurs, ainsi que des retraités, des vétérans de la guerre, des étudiants et des femmes sans emploi.

Cette année le 1er Mai sera marqué juste à la veille du 70ème Anniversaire de la Victoire du peuple soviétique dans la Grande guerre Nationale, qui avait apporté sa contribution inestimable à l'écrasement du fascisme et au rétablissement de la paix dans le monde.

Aujourd'hui nous sommes témoins des tentatives de rabaisser l'importance historique de cette victoire, de dénigrer et de mettre en doute le rôle du peuple soviétique qui avait sacrifié des dizaines des millions de vies pour sauver le monde de l'oppression fasciste. Les syndicats, en tant qu'organisations sociales les plus massives, doivent résister à ces falsificateurs de l'histoire, faire tout pour ne pas permettre la renaissance des fascismes dans nos et dans les autres pays du monde. Par tous les moyens possibles, nous devons garantir une vieillesse digne et se-reine aux vétérans de la guerre et de l'arrière.

Le Conseil de la Confédération générale des syndicats, réuni le 15 avril 2015 à Moscou, a appelé ses organisations membres – centrales syndicales nationales et Unions internationales des syndicats de branche, tous les travailleurs des pays de notre région, à célébrer large-

ment le Premier Mai comme journée de la solidarité internationale des travailleurs et des syndicats sous les slogans et avec les revendications d'actualité pour nos pays et les branches!

Les syndicats de la région marquent le Premier Mai

Le Premier Mai 2015, des millions de travailleurs de notre région sont descendus dans la rue pour organiser des marches, des manifestations et des meetings et pour présenter leurs revendications aux pouvoirs et aux employeurs.

Arménie: Plus de 2000 personnes sont descendues dans la rue d'Erevan pour participer à une marche, organisée par la Confédération des syndicats. Les participants ont porté les slogans: "Un travail décent et un salaire décent aux travailleurs!", "Nous exigeons un présent décent pour les jeunes et un futur décent pour nos enfants!", "Les syndicats forts – une société civile forte!". Les participants à la marche ont exigé de mettre fin à la pauvreté et d'en finir avec le chômage.

Géorgie: L'Union des syndicats a fait paraître le 1er Mai un Manifeste, par lequel elle a donné son appréciation de la situation socio-économique dans le pays, et a exposé ses propositions et ses revendications.

Bélarus: Les actions de masse, organisées par les syndicats, ont eu

lieu à travers tout le pays. Un meeting a rassemblé les représentants des syndicats, des pouvoirs, les vétérans du travail et les étudiants sur la place du Drapeau National, à Minsk. Mikhaïl Orda, président de la Fédération des syndicats, a remis des primes aux meilleurs travailleurs et aux meilleures entreprises.

Une Salle de la Gloire du travail a été inaugurée dans le Palais de la culture des syndicats. Un grand programme culturel a été organisé dans le Parc de la Victoire.

Kirghizistan: Plus de 6000 travailleurs ont participé à la marche, organisée par la Fédération des syndicats et au meeting qui s'est tenu devant le siège du gouvernement.

Russie: Les actions du Premier Mai se sont passées sous le signe du 110ème Anniversaire de la création du mouvement syndical en Russie et du 25ème anniversaire de la FNPR. Dans toutes les grandes villes du pays les travailleurs sont descendus dans la rue sous le slogan principal: "A la hausse des prix – un doublement des salaires!"

Au total, plus de 3 millions travailleurs ont participé en 2015 aux rassemblements syndicaux du Premier Mai.

La manifestation la plus massive a eu lieu à Moscou, où plus de 140 000 travailleurs ont défilé sur la place Rouge.

Les meetings, les marches et les manifestations, consacrées au Premier Mai, ont eu lieu aussi dans d'autres pays de la région.

Arménie: les syndicats préviennent contre la hausse des tarifs de l'électricité

La Confédération des syndicats d'Arménie (CSA) a exprimé sa profonde inquiétude quant à l'intention du gouvernement d'augmenter encore les tarifs de l'électricité.

Dans sa déclaration, la CSA souligne que les multiples augmentations de l'électricité et du gaz avaient provoqué une hausse sensible des prix des biens et services et une baisse du niveau de vie de la population. L'adoption d'une loi sur l'indexation des salaires pourrait régulariser le pouvoir d'achat du SMIG. Selon la centrale syndicale, la situation est aggravée par l'absence d'un texte qui établisse la structure et la composition du panier de la ménagère, base pour calculer le SMIG, les pensions de retraite, les indemnités et d'autres allocations sociales. Cependant, actuellement un tiers des Arméniens vivent dans la pauvreté.

L'augmentation des prix, provoquée par la hausse des tarifs, pourrait amener à la détérioration de la situation non seulement de travailleurs, mais aussi de retraités qui sont près de 500 000 et de 114 000 familles qui touchent des allocations de pauvreté.

Conformément à l'article 34 de la Constitution de l'Arménie, tout citoyen de ce pays a le droit à un niveau de vie satisfaisant, mais la hausse des prix incessante empêche de le mettre en application. La CSA considère qu'il est nécessaire d'élaborer des mécanismes socio-politiques pour prévenir la tension sociale provoquée par la hausse des tarifs.

Bélarus: le 7ème congrès de la FSB

Plus de 500 délégués, venus de tout le pays, ont pris part au 7ème congrès de la Fédération des syndicats de Bélarus, tenu le 22 mai à Minsk.

Alexandre Loukachenko, président de la République, qui a pris part au congrès en tant que délégué, a souligné dans son intervention au forum que la centrale syndicale était une organisation sociale la plus massive et la plus compétente du pays. Il a mis aussi l'accent sur la nécessité de créer des organisations syndicales dans toutes les entreprises privées et a appelé la centrale à achever ce travail en 2016.

Les dirigeants du pays, les représentants du patronat et les délégations étrangères, venues de 14 pays du monde, ont assisté au congrès.

Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, y a pris part et prononcé un discours.

Le Congrès a adopté un Programme d'actions pour les années 2015-2016.

Mikhaïl Orda a été élu président de la FSB.

Bélarus: la création du syndicat dans la plus grande chaîne commerciale

Une assemblée générale des travailleurs de la chaîne de vente du réseau commercial "Evroopt", tenue à Minsk en avril, a pris la décision de créer une organisation syndicale de base. Vladimir Polouyan, conseiller de la compagnie pour les questions socio-économiques, a été élu président du syndicat.

"Evroopt" est une des plus grandes entreprises privées du Bélarus qui compte plus de 300 supermarchés avec plus de 30 000 travailleurs. La direction de l'entreprise a soutenu l'initiative des travailleurs. Intervenant à l'assemblée, le PDG d'"Evroopt" a souligné que la direction comprenait la volonté du collectif de créer un syndicat. Le syndicat servira au renforcement de l'équipe, permettra aux travailleurs d'avoir plus de garanties et de privilèges.

La création du syndicat dans cette grande entreprise privée va dans le sens des décisions adoptées au dernier congrès de la FSB.

Géorgie: le syndicat prend la défense des travailleurs licenciés

Le tribunal de la ville de Batoumi a satisfait la plainte de 9 travailleurs syndicalistes de la direction adjacente des Postes de Géorgie, illégalement licenciés en février 2013 pour la raison d'expiration de leurs contrats de durée déterminés d'un mois, considérés par le syndicat comme humiliants.

Selon l'information de l'Union des syndicats de Géorgie, les 9 travailleurs seront rétablis dans leurs fonctions et remboursés pour toute la période de leur licenciement. Les frais de justice seront couverts par les Postes de Géorgie.

Les intérêts des travailleurs ont été défendus au tribunal par Souliko Machia, présidente du Syndicat des travailleurs de la télécommunication de Géorgie, et Marina Ramzadzé, présidente du Syndicat des Postes. En signe de solidarité, plusieurs postiers membres du syndicat ont assisté au tribunal.

Cette victoire a provoqué la satisfaction non seulement des travailleurs licenciés, mais aussi de tous les travailleurs de la poste.

Kazakhstan: le congrès ordinaire de la FSRK

Plus de 200 délégués, représentant toutes les régions et toutes les branches de l'industrie du pays,

ont pris part au 14ème congrès de la Fédération des syndicats de la République du Kazakhstan, tenu le 10 juin à Astana.

Les représentants du pouvoir, des partis politiques, les députés du Parlement et les délégations étrangères ont assisté au congrès. Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, a aussi pris part au congrès et y a pris la parole.

Intervenant au congrès, Abdelgazi Kousaïnov, président de la centrale, a souligné que l'année en cours était particulière pour les syndicats. C'est l'année de 110ème anniversaire du mouvement syndical kazakh et du 25ème anniversaire de la création de la FSRK. Les syndicats ont participé à la création du Kazakhstan indépendant et participent activement aujourd'hui, avec les partenaires sociaux, à la mise en place de la nouvelle et moderne société kazakhe.

Cette nouvelle situation dans le pays, la participation du Kazakhstan au processus de la mondialisation et de l'intégration ont provoqué la nécessité de réformer, de moderniser le mouvement syndical. La nouvelle loi sur les syndicats a donné une forte impulsion au dialogue social à tous les niveaux. Une nouvelle convention collective générale pour les années 2015-2017 reflète toutes les questions sociales et de travail, établit les obligations de toutes les parties du dialogue social.

Les délégués ont dressé le bilan de l'activité de la centrale durant les

cinq années écoulées, ont discuté et adopté la Stratégie de l'activité de la FSRK pour la période 2015-2020, ont adopté trois résolutions: "Garantir un minimum vital décent", "Prévenir et résoudre les conflits du travail – les défis du temps", "Les syndicats pour un travail en sécurité".

Abdelgazi Kousaïnov a été élu président de la centrale syndicale.

Kirghizistan: les syndicats rejette une nouvelle loi proposée par le gouvernement

Asilbek Toktogoulov, président de la Fédération des syndicats du Kirghizistan (FSK), a adressé un message à toutes les organisations membres de la centrale syndicale à cause de l'intention du gouvernement d'apporter des amendements et des suppléments au Code du travail.

Le gouvernement, sous prétexte du développement du secteur privé et sans l'accord des syndicats, a préparé un projet de nouvelle loi qui lèse sérieusement les droits des travailleurs des entreprises et des établissements privés. Une fois adoptée, cette loi laisserait les travailleurs du privé sans suppléments aux salaires pour les heures supplémentaires, pour le travail de nuit, pour les jours du repos et de fêtes. La compensation pour le travail durant les jours du repos sera réglée entre les parties, ce qui signifiera, en fait ; la laisser au bon vouloir de l'employeur.

L'indemnisation des travailleurs licenciés sera diminuée et portée à un mois de salaire au lieu de deux mois prévus par la loi. Tous les travailleurs seront embauchés sur des contrats de durée déterminée et pourront être licenciés sans avis préalable ni indemnisation, ce qui contredit la convention № 158 et la recommandation № 166 de l'Organisation internationale du travail.

Lors du licenciement, l'employeur n'aura pas besoin de l'accord du syndicat. En plus, le projet prévoit d'exclure de la nouvelle loi l'article 414 du Code du travail sur l'échéance des arriérés de salaire.

Cela signifie que le projet de loi crée un parodie du droit. Les travailleurs du secteur privé seront dans une situation de discrimination par rapport à leurs collègues des entreprises publiques.

Les syndicats sont résolument contre des pareilles "réformes" qui portent un coup dur à la grande masse des travailleurs. La FSK a appelé ses organisations membres à adresser leurs propositions et leurs protestations au ministère de l'Economie du Kirghizistan.

Moldova: les syndicats se prononcent pour le rétablissement de la commission tripartite

Début avril, la Confédération nationale des syndicats de Moldova

(CNSM) a adressée une nouvelle fois au gouvernement la revendication d'accélérer le rétablissement de la Commission nationale tripartite pour les consultations et les négociations collectives, dont la tâche est de résoudre les problèmes socio-économiques et de travail, contribuer au développement du dialogue social au niveau national, régional et de branche.

Les syndicats sont inquiétés en voyant qu'au bout d'un laps de temps assez solide après les législatives et la formation du nouveau gouvernement, la Commission tripartite n'est pas encore rétablie.

Pourtant, cette structure devrait discuter annuellement les budgets national et de sécurité sociale, ainsi que de l'assurance maladie. Faute de cette Commission, les syndicats n'ont pas d'accès et ne peuvent pas donner leurs conclusions à ces projets de lois qui ont une importance vitale pour les travailleurs.

Les syndicats ont prévenu que si le gouvernement ne donnait pas le feu vert à leur revendication, ils seraient prêts à utiliser d'autres actions prévues par la loi.

Russie: le Conseil général de la FNPR critique le gouvernement

La Fédération des syndicats indépendants de Russie a tenu son Conseil général le 27 mai à Moscou. Les représentants du gouvernement, du

parlement et du patronat ont assisté à ces assises.

Intervenant au Conseil, Mikhaïl Chmakov, président de la FNPR, dans son rapport, consacré à la réalisation des décisions du 9ème congrès de la centrale, ainsi que les délégués dans leurs interventions, ont donné une appréciation négative des mesures anticrise du gouvernement et de la Banque centrale de Russie pour la sphère sociale et de travail. Dans les conditions de la baisse des salaires et de la hausse des prix, le gouvernement évite de passer par la Commission tripartite nationale et fait fi des intérêts des travailleurs et des employeurs en dévaluant de cette façon le dialogue social.

En 2014, l'économie de la Russie s'est heurtée aux défis sérieux: la baisse des prix du pétrole et du volume des exportations, la fuite des capitaux et les sanctions économiques, la réduction sensible des investissements. Ces défis ne sont pas de courte durée et le pouvoir, le business et les syndicats doivent apprendre à agir dans de nouvelles conditions.

Chmakov a souligné que dans les conditions de crise, les syndicats sont obligés de défendre les revenus réels des travailleurs, leurs salaires et leurs emplois. Nous ne devons pas permettre que la résolution des problèmes économiques se fasse aux frais des travailleurs et des retraités, et pour cela nous

devons rendre notre structure syndicale encore plus efficace.

Le Conseil général a adopté le Plan de réalisation des décisions du 9ème congrès, a constaté que le programme de la FNPR “Le travail décent – base du bien-être de l’homme et du développement du pays”, d’autres résolutions et documents du congrès donnaient une juste appréciation des relations socio-économiques dans le pays et déterminaient les orientations principales de l’activité des syndicats. Le CG a prêté attention à la nécessité de renforcer, lors de la campagne électorale 2015-2016, l’unité des syndicats, consolider leurs cadres et la responsabilité les organisations membres pour la mise en œuvre des décisions collégiales de la FNPR.

Le Conseil général a adopté la Déclaration de la FNPR sur l’inadmissibilité de la prise des décisions gouvernementales concernant la sphère socio-économique sans consultations préalables dans la Commission tripartite.

Russie: la FNPR exige de changer la politique économique

La Fédération des syndicats indépendants de Russie a adopté une Déclaration, adressée au gouvernement:

“Le gouvernement fait des économies sur les pauvres !

Ce dernier temps, le gouvernement de Russie essaye de faire des économies. Cependant, toutes ses propositions et décisions se limitent à faire diminuer les salaires et les pensions de retraite.

La rémunération des travailleurs de la fonction publique n’est plus indexée.

Les retraités ont reçu la proposition de ne plus attendre l’indexation, soit se satisfaire de l’indexation au-dessous du taux d’inflation.

Pendant plus de cinq ans, les chômeurs touchent des indemnités misérables de 850 à 4900 roubles par mois.

On nous ressasse la chanson sur la nécessité d’augmenter l’âge de la retraite.

Pourtant, les revenus réels des citoyens russes ont diminué durant cette dernière année de 25 à 50%.

En somme, nous avons affaire à une politique insciente du gouvernement visant à réduire les obligations sociales dans les conditions de la hausse des prix et des charges.

Toutes les propositions concernant le soutien du secteur réel et les crédits bon marché pour les entreprises ne sont que les déclarations vides de sens. Le manque de fonds de roulement détruit les entreprises et les emplois.

Le refus d'indexer les salaires et les pensions, l'augmentation de l'âge de la retraite c'est un coup dur du gouvernement porté aux travailleurs de la fonction publique.

Le refus de soutenir l'industrie nationale c'est un coup dur du gouvernement porté aux emplois et les revenus des travailleurs de l'industrie réelle.

Suivre les recettes du FMI dans les conditions d'instabilité politique extérieure c'est encore une fois condamner le pays à la ruine et aux chocs que nous sommes passés dans les années 90. Le résultat de cette politique sera la faillite des entreprises, la réduction du personnel, la baisse des revenus des travailleurs et la hausse de la tension sociale dans le pays.

Nous exigeons de ne pas chercher des miettes dans les poches des travailleurs, mais de changer la politique économique!"

Ukraine: les syndicats entrent en conflit collectif du travail

Le Conseil des syndicats représentatifs d'Ukraine a pris à sa réunion du 27 avril la décision de déclarer un conflit collectif du travail au gouvernement et au Conseil des Unions des employeurs.

Grigory Osovoy, président du Conseil et leader de la Fédération des syndicats (FSU), a dressé le bilan de la

situation dans le dialogue social, a parlé de la réaction inadéquate du gouvernement et du patronat aux revendications des syndicats, de démarches que les syndicats vont entreprendre dans ces conditions.

Sergey Kondryuk, vice-président de la FSK, a informé les participants à la réunion que prenant en considération la réponse apocryphe du gouvernement sur les arriérés de salaire et l'absence de réponses aux revendications des syndicats, le Conseil des syndicats représentatifs prenait la décision d'entrer en conflit du travail au niveau national avec le gouvernement et le patronat à partir de la date de cette réunion.

Ukraine: la lutte des syndicats pour les droits constitutionnels des travailleurs

Pour défendre les droits constitutionnels des travailleurs, les syndicats ont organisé le 27 mai un piquet et un meeting devant le siège du gouvernement. Sergey Kondryuk a expliqué aux participants pourquoi les syndicats étaient-ils contraints de recourir aux actions de protestation et de quelle façon elles seraient organisées.

A la première étape, plus de 2000 représentants des syndicats de branche et des régions de la FSU vont participer aux actions, puis ils seront soutenus par leurs collègues des syndicats alternatifs qui font part du

Conseil des syndicats représentatifs et, finalement, ils seront appuyés par d'autres organisations sociales: des vétérans du travail, de la guerre d'Afghanistan et des liquidateurs de la catastrophe de Tchernobyl.

Les syndicats ont avancé les revendications suivantes:

- respecter le Constitution et payer les salaires prévus par la loi;
- couvrir sans délai les arriérés de salaires et en finir avec les retards dans le paiement de la rémunération;
- arrêter de confisquer 15% de la pension retraite pour les besoins militaires;
- rétablir le traitement médical dans les sanatoriums pour ceux qui travaillent dans les conditions dures et nuisibles pour la santé;
- reprendre le dialogue social constructif.

Intervenant au meeting, Grigory Osovoy a déclaré que l'année dernière on avait perdu un million deux cent mille emplois, chaque famille de ce million est tombée dans la misère. Les gens ont perdu une partie sensible de leurs salaires à cause de la dévaluation des hrivnas et de l'inflation, ce qui a rejeté le niveau de vie de la population à l'année 2007. Le gouvernement a obligé les retraités de payer les impôts de guerre prélevés sur leurs misérables pensions. Durant l'année, le pays a perdu plus de 500 vies, alors que 10 à 12 mille travailleurs sont devenus des invalides à cause des mauvaises conditions du travail et de l'ab-

sence de la sécurité nécessaire aux entreprises.

C'est pour cette raison que le Conseil des syndicats représentatifs a déclaré un conflit collectif du travail au gouvernement. Mais les négociations bougent difficilement. Le gouvernement méprise sa responsabilité de défendre les droits constitutionnels de citoyens. Si cela va continuer de cette façon, les syndicats sont prêts à déclarer la grève générale nationale qu'on n'a encore jamais vu dans le pays.

L'Union des syndicats de branche "Electroprofsoyuz" tient son Conseil

Le Conseil de l'Union des syndicats des travailleurs de l'énergie "Elektroprofsoyuz" a discuté à sa réunion, tenue le 13 mai à Moscou, de la défense des droits sociaux et de travail des travailleurs de la branche.

Les dirigeants des syndicats de branche de Bélarus, de Moldova, de Russie et du Tadjikistan sont intervenus à la réunion avec l'analyse de la situation socio-économique dans les branches de leurs pays.

Le Conseil a appelé les organisations membres de l'Union à révéler, à mettre fin et à livrer à la publicité tous les faits de la violation de la législation, des droits et des intérêts des travailleurs, à aider les centrales syndicales nationales dans leurs ef-

forts visant à la ratification des plus importantes conventions de l'OIT.

Le Conseil a adopté un plan du travail de l'Union pour cette année et a pris la décision de convoquer la conférence statutaire d'Elektroprofsoyuz au premier trimestre 2016.

Le 14 mai, l'Union a organisé une rencontre consultative sur la situation dans les branches électro-énergétiques dans les pays de la CEI. Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, et Oleg Anfimov, directeur général de la Corporation inter-républicaine de cette branche, y ont pris part.

Les participants à cette rencontre ont échangé d'informations sur les initiatives organisées à l'occasion du 70ème Anniversaire de la Victoire dans la Grande guerre Nationale 1941-1945 et ont adopté un document final.

Une réunion du Conseil de la Fédération des syndicats des travailleurs de la forêt

La Fédération des syndicats des travailleurs de la branche forestière de la CEI a tenu son Conseil central du 9 au 11 juin en Bélarus.

Les dirigeants des syndicats de la branche de Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de Moldova, de Russie, de la ville de Moscou et de la République du Tatarstan ont pris part à la réunion.

Pendant deux jours, les délégués ont pris connaissance du fonctionnement de plusieurs entreprises de branche de Bélarus, ont eu une rencontre avec Mikhaïl Amelianovitch, ministre de l'Economie forestière de Bélarus qui a hautement apprécié la coopération avec la Fédération des syndicats au sein du Conseil intergouvernemental sectoriel de la CEI.

La réunion, dirigée par Victor Karnyuchine, président de la Fédération, a discuté plusieurs questions de l'activité syndicale. Aleksandr Korbout, vice-ministre biélorusse de l'Economie forestière, a pris part à la réunion.

Le Conseil a recommandé aux organisations membres de renforcer leur contrôle sur l'application dans leurs pays de la législation de travail, sur la mise en œuvre des conventions et des accords collectifs, de mobiliser leur activité pour que le SMIG ne soit pas en dessous du minimum vital et qu'il soit adopté sur la base du budget de consommation minimal.

La réunion a adopté le compte rendu de la Fédération, le plan du travail et le budget pour l'année 2015. Le Conseil a pris la décision d'inaugurer la représentation de la Fédération à Bichkek, capitale du Kirghizistan.

Selon la décision du Conseil, le 5ème congrès statutaire des syndicats de la branche forestière de la CEI aura lieu le 2 juin 2016 à Moscou.

PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL
ET
LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS
42, LENINSKY PROSPECT
119119, MOSCOU, RUSSIE
TÉLÉFAX +7(495) 938-2155
TÉLÉPHONE +7(495) 938-0112
E-MAIL: inter@vkp.ru
SITE INTERNET: www.vkp.ru;

*LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.*

*SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.*

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:

*LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE
ET LA COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,
D'AZERBAÏDJAN, DE BÉLARUS, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDOVA,
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN ET D'UKRAÏNE,
AINSI QUE 28 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.*

*LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DES ASSAMBLÉES INTERPARLEMENTAIRES DE LA CEI ET DE LA CEEA,
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.*

AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.

*LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.*

*LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.
MIKHAÏL CHAMAKOV EST LE PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.*

CHER LECTEUR,

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre,
les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:
www.vkp.ru